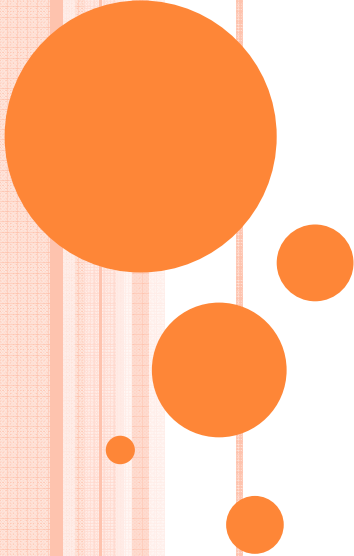




**RECRUTEMENT ET FORMATION  
DES ENSEIGNANTS  
RÉFORME DANGEREUSE POUR L'ECOLE !**



Diaporama crée par  
le SNEP & SNESUP-FSU  
30 Août 2008

# LES INFORMATIONS OFFICIELLES

- **Décisions du conseil de modernisation des politiques publiques (11 juin 2008)**
  - « *Les concours de recrutement des enseignants seront modifiés : pour être titularisés, les enseignants préalablement formés par l'université, devront avoir obtenu un Master, élévation de leur niveau de qualification qui sera reconnue par une revalorisation de leur début de carrière »*
- **Lettre de Darcos à la CDIUFM (18 juin)**
- **Décisions du conseil des ministres (2 juillet)**
  - *Les enseignants devront justifier de l'obtention du Master pour pouvoir être recrutés à titre définitif*
  - *Pré-professionnalisation au cours des années de licence*
  - *Un concours en M2 avec 3 types d'épreuves : disciplinaire / professionnel / connaissance du système éducatif*
  - *Le lauréat au concours a un service à plein temps et un « accompagnement intensif » par des professeurs expérimentés + des formations hors temps de travail »*
  - *Demande aux universités de construire des masters pour un concours opérationnel en 2010*



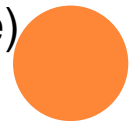
# ARGUMENTS DU GOUVERNEMENT

- Allongement de la formation = Revalorisation
- Ré-orientation plus facile si échec au concours
- Les concours pilotent les masters et servent de cadrage national, tout le reste relève de l'autonomie des universités.
- Un concours plus professionnel = enseignant directement opérationnel
- Les universités sont en capacité de former les enseignants
  - *silence total sur les IUFM et leurs formateurs*
  - *silence total sur les aides aux étudiants*



# CONTINUITÉ/RUPTURE

- **Cette réforme s'inscrit dans la continuité** des réformes précédentes
  - Intégration des IUFM dans l'Université (risque de dilution déjà souligné par la FSU)
  - Cahier des charges des IUFM : coupure disciplinaire-professionnel accrue, renforcement du rôle du terrain avec compagnonnage en opposition à la conception du praticien réflexif
- **Rupture / accélération dans un nouveau contexte**
  - Loi LRU pour les Universités (que la FSU combat) accompagnée d'un fort pilotage gouvernemental sous couvert « d'autonomie »
  - RGPP (réduction du nombre de fonctionnaires)
  - Précipitation (échéance 2010 : les étudiants doivent s'inscrire dès la rentrée 2008 dans un master)
  - Volonté gouvernementale de destruction des IUFM
  - Charte des stages
  - L'état-employeur va recruter en fin de formation (alors que dans le schéma actuel, il recrute puis il assure une formation professionnelle)



# CONTEXTE

## – Contexte européen

La stratégie de Lisbonne prévoit d'accroître la mobilité des enseignants au niveau européen, principe repris dans la RGPP (« *le contrat permet aux ressortissants de l'UE d'accéder à la Fonction Publique, ce qui n'était pas vrai en dehors de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche* »)

## – LRU (Libertés et Responsabilités des Universités)

Elle renforce la concurrence entre les universités. La politique gouvernementale en matière de diplômes et de formations menée depuis la réforme LMD exclut le cadrage national et en particulier des masters.

## – RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques)

Mise en place de 2 voies de recrutement (plus exactement « développement du recrutement par contrat »).

Passage d'une Fonction de carrière à une Fonction de métier (des champs plus larges nécessiteront des formations plus larges) et élargissant les missions des enseignants.

Individualisation des carrières (pour l'instant revalorisation début et fin de carrière).

Création d'une agence nationale du remplacement (2009) pour « *répondre aux besoins occasionnels des administrations* ».

## – Charte des stages

En cours de préparation pour la Fonction Publique, selon une revendication syndicale. Les stages étudiants pourront être rémunérés (défraiements pour les stages d'observation, rémunérations sur la base du SMIC pour les stages responsabilité, donc non pris en compte pour la retraite).



# LE CONTEXTE : une agression permanente contre les services publics

Depuis son installation, l'actuel gouvernement n'a cessé de s'en prendre aux services publics, en particulier l'Ecole et l'Université

- Suppression de milliers de postes dans le premier et le second degrés
- Diminution de l'offre d'enseignement dans le premier degré : 24 heures hebdomadaires au lieu de 26
- Imposition dans le primaire de nouveaux programmes rédigés dans la plus grande précipitation
- Généralisation des baccalauréats professionnels en 3 ans
- Vote à la hussarde d'une loi sur les universités (la LRU) qui affaiblit le service public d'enseignement supérieur
- Disparition programmée de 900 postes dans les universités à la rentrée 2009



# ANALYSE : intérêts pour le gouvernement

## ○ Récupération de moyens

- 14 000 équivalent postes stagiaires (passage à temps plein) en 2010
- Une formation master moins coûteuse que celle de l'IUFM (volume horaire inférieur d'environ 20%)
- Économie sur les concours (LOLF : - 30%)

## ○ Bataille idéologique sur l'école

- Négation de la spécificité du métier d'enseignant
- Casse des IUFM comme lieu de construction d'une identité professionnelle forte (voire de subversion, en IUFM on apprend que l'école doit réduire les inégalités, permettre la réussite de tous)



# LA RÉFORME / ENJEUX DE LA FORMATION

## Enjeux sociétaux, enjeux pour l'École

- La démocratisation de l'école suppose plus que jamais des enseignants concepteurs (comparables aux médecins et ingénieurs), capables de s'attaquer aux problèmes d'échec scolaire et de faire évoluer leurs pratiques professionnelles (actualisation de connaissances, travail en équipe...).
- Une formation progressive scientifique, disciplinaire et didactique à visée professionnelle, en lien avec la recherche. Cette formation est étalée sur 6 ans (Bac+5 suivi d'une entrée progressive dans le métier).

→ *Réforme : risque de masters uniquement disciplinaires avec stages d'observation et connaissance du système éducatif (la pré-professionnalisation, ce n'est pas que ça).*

***La qualification professionnelle n'en sort pas améliorée !***





# LA RÉFORME / LES ENJEUX (suite)

- Une démocratisation de l'accès au métier d'enseignant et une mixité sociale des enseignants avec pré-recrutements et bourses
  - ▶ *Réforme : risque de diminution du vivier*
- Un cadrage national des formations
  - ▶ *Réforme : explosion des offres de masters (concurrence entre IUFM et Universités et Universités entre elles (Université intégratrice ou pas).*
- Existence d'une structure bien identifiée dans l'Université
  - ▶ *Sans structure identifiée et sans moyens, les acquis sur la formation, le potentiel et le réseau de formateurs seront éparpillés et peuvent rapidement disparaître*
  - ▶ *Suppression des centres départementaux*



# LES DÉBATS AUTOUR DE CETTE RÉFORME

- Peut-on être contre la mastérisation ?
- Le master menace-t-il le recrutement par concours ?
- Les IUFM sont critiqués, doit-on les défendre ?
- Quels masters ?
- A quel niveau doit-on mettre le concours ?
- Quels contenus de concours ?
- Comment assurer la mixité sociale dans l'enseignement ?



# PEUT-ON ÊTRE CONTRE LA MASTÉRISATION ?

- La FSU revendique une reconnaissance de la formation actuelle par un master. De plus, elle revendique une élévation du niveau de qualification et une véritable revalorisation du métier :
  - Une formation plus progressive (pré-pro en Licence) qui articule mieux tous les aspects de la formation (scientifiques, disciplinaires et professionnels), en lien avec recherche
  - Des aides et pré-recrutements
  - Une année de stage avec un service réduit + un accompagnement à l'entrée dans le métier (Bac+6) suivi de formation continue

*Remarque : Au sein de la FSU, il y a un débat sur l'élévation du niveau recrutement (statu quo, recrutement après M1 ou après M2)*

- La mastérisation de la formation des enseignants n'est pas une nouveauté. Depuis le passage au LMD, certaines universités proposaient dans les maquettes de Master de valider une partie des préparations aux concours comme UE. Depuis l'intégration, des IUFM et des Universités ont travaillé à mettre en correspondance master et préparation de concours
- **Ce n'est pas la mastérisation qui est en cause, c'est l'utilisation que le gouvernement en fait**



# LE MASTER MENACE-T-IL LE CONCOURS ?

Risque de suppression des concours ? ...oui, mais ce n'est pas la faute du master !

- ▶ Discours de Nantes de Sarkozy : diminution du nombre de fonctionnaires, possibilité de quitter son statut contre un pécule, possibilité de glissement du statut de fonctionnaire au cadre des contractuels pour tout emploi créé ou vacant
- ▶ Dans le cadre de la RGPP : il est prévu de développer le recrutement hors-concours (par les chefs d'établissements), le master sera un bon argument pour dire que les profs sont bien formés et ainsi diminuer avec moins de protestations le nombre de postes au concours
- ▶ Ce n'est pas le master qui menace les concours, c'est la politique d'emploi publique ! Le statu quo au niveau Licence ne garantit pas les recrutements hors-concours !

**La bataille essentielle pour sauver les concours est celle du nombre de postes au budget !**



# LES IUFM SONT CRITIQUÉS, DOIT-ON LES DÉFENDRE ?

- **Oui, les IUFM sont critiqués... mais aucun vrai bilan n'a été fait !**
  - Ni en matière d'efficacité (des rapports disent que les jeunes enseignants sont assez performants), ni en matière d'évolution des pratiques de formation ou de recherche
  - Il y a une amélioration des relations entre les différents degrés d'enseignement et entre les disciplines, le développement de réseaux de formateurs, la formation de formateurs
  - Certains problèmes datent de la création des IUFM, d'autres sont liés au manque récurrent de moyens...et aux incessantes réformes que les formations ont subi
  - La recherche en Education reste sous développée en France
- **Les universités - enrichies du potentiel de formateurs des IUFM - sont-elles en capacité de remplacer les IUFM ?**
  - Oui, sans doute...mais ce n'est pas la question ! Une structure spécifique pour assurer la formation des enseignants est une garantie de l'égalité de l'accès à une formation comparable, dans un cadre national et ce sur tout le territoire. Cette structure devrait permettre les coopérations entre les universités d'une même académie pour la formation des enseignants
  - Sans cette structure, le potentiel de formateurs IUFM sera dispersé et de fait anéanti, leur expérience et leur expertise perdus



# QUELS MASTERS : disciplinaires ou professionnels ?

- La maîtrise est plus simple à imaginer pour les PLC (master basé sur une ou deux disciplines) que pour les PE (polyvalents) ou PLP (notamment des disciplines professionnelles)
- La séparation disciplinaire-professionnel (modèle successif ou juxtaposition) est mal adaptée. L'enjeu est une formation intégrée progressive sur 5 ans (avec des possibilités d'entrées parallèles et de réorientations).

## Enseigner est un métier qui s'apprend !

- Il ne suffit pas d'aimer les enfants, d'aimer une discipline, d'avoir des « talents innés » ni d'utiliser des recettes éprouvées !
- Enseigner suppose, outre des connaissances scientifiques fondamentales, des connaissances peu travaillées aujourd'hui (épistémologie discipline...)
- Les savoirs professionnels sont aussi des savoirs universitaires et des objets de recherche
- Aucun master actuel ne convient ; il faut donner du temps pour les construire



## LE CONCOURS, À QUEL NIVEAU ?

- Plus le concours est situé tôt, plus il contrôle des connaissances académiques (cf. entrée en médecine)
- Plus il est tard, plus il peut intégrer du professionnel
- Plus il est tard, plus il faut des aides et pré-recrutements
- Proposition du gouvernement : le concours dans l'année du M2 suppose une articulation master/concours (pas évidente)
- FSU : pas de position unitaire (SNES-SNEP-SNESup : M1 ou M2) – SNUipp : statu quo (pas de décrochage)
- SE-SGEN : recrutement au niveau de la Licence



# ARGUMENTS POUR L'ÉLÉVATION DU NIVEAU DE RECRUTEMENT

- Evolution des exigences du métier, exigence d'une meilleure qualification
- Évolution rapide des connaissances scientifiques
- Recrutement licence depuis 50 ans pour les PLC (cas d'aucun autre métier)
- 70% des PLC ont déjà un M1, voire plus ; nombre de PE aussi
- Argument supplémentaire pour la revalorisation
- **Problèmes :**
  - aides et pré-recrutements nécessaires
  - Prise en compte des années d'étude pour la retraite






# ARGUMENTS DE CEUX QUI PRÔNENT UN RECRUTEMENT AU NIVEAU DE LA LICENCE

- Coût des études
- Besoin de mixité sociale dans l'enseignement
- Défense des IUFM comme école professionnelle (avec 2 années de formation professionnelle)

## Critiques de ces arguments

- ▶ Ne remet pas en cause le modèle « successif »
  - ▶ Le contenu de licence est insuffisant ou inapproprié dans nombre de disciplines pour assurer les connaissances d'un enseignant (épistémologie, histoire discipline, formation dans d'autres disciplines pour les futurs PE ...)
  - ▶ Aujourd'hui, la mixité sociale est déjà très relative
  - ▶ Le rôle de l'IUFM dans la formation des enseignants n'est pas lié au niveau de recrutement
  - ▶ Risque fort de décrochage premier/second degré
- 

# COUPLAGE MASTER / CONCOURS EN M2 (PROPOSITION MINISTÉRIELLE)

- Les concours pilotent le master. Quel lien avec la recherche avec de tels Masters ?
- Les contenus de concours, non communiqués à ce jour, sont déterminants
- Articuler le master, le concours et les aspects professionnels réels du métier n'est pas évident – Nécessite du temps pour élaborer et faire habilitier Master
- Risque de forte sélection entre M1 et M2 (moyen conforme à la réglementation actuelle de réguler le nombre des candidats au concours)
- Nécessite des pré-recrutements en L et des aides (dès l'entrée à l'université)



## AUTRES PROPOSITIONS POSSIBLES ? CONCOURS EN DEUX PARTIES M1 ET M2

- Moyen de prendre le temps de poursuivre les deux objectifs master et concours :
  - ▶ première partie de concours en fin de M1 (admissibilité) contenant du disciplinaire et de la pré-professionnalisation ;
  - ▶ deuxième partie en fin de M2 en même temps que le master. Cette 2<sup>e</sup> partie de concours prendrait en compte obligatoirement un stage d'une manière ou d'une autre. Il peut aussi intégrer la soutenance du mémoire.
- Moyen d'identifier l'IUFM comme lieu spécifique de formation des étudiants qui souhaitent s'orienter dans l'enseignement dès M1 (aides et pré-recrutements + modules obligatoires supplémentaires / master) et tous les étudiants de M2. L'étudiant qui n'est pas admissible poursuit ses études dans son M2 d'origine.



# QUELS CONTENUS DE CONCOURS ?

- Pour le moment, aucune proposition précise du gouvernement. Volonté de baisser les coûts de concours
- 3 types d'épreuves : disciplinaire, professionnel et connaissance du système éducatif
- La FSU défend l'idée de ne pas imposer un modèle unique et de tenir compte des spécificités des disciplines et niveaux d'enseignement
- Les trois épreuves doivent être articulées. L'épreuve de connaissance du système éducatif ne doit être ni un exercice formel, ni un entretien d'embauche (cf. rapport Pochard)



# QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES ÉTUDIANTS ?

Avec la réforme : problèmes

- Augmentation de la durée d'études
- Double inscription, d'où coût supplémentaire
- Choix et inexistence de masters pour PE, PLP ou CPE
- Choix de masters quand ré-orientation (VAE ?)
- Besoin d'informer et travailler avec les syndicats étudiants, mobiliser PE1-PLC1

D'où aides et pré-recrutements nécessaires pour assurer la mixité sociale



# ACTIVITÉ SYNDICALE

- L'enjeu est de créer un mouvement suffisamment fort et unitaire pour mobiliser toute la profession et pas seulement les formateurs sur la formation et faire reculer le gouvernement
- Mettre en avant l'enjeu de la formation pour la réussite des élèves et la transformation démocratique de l'école
- Au niveau local : peser pour l'existence d'une structure (IUFM) qui coordonne la formation (initiale et continue) des enseignants au niveau d'une académie (règles pour éviter la concurrence, co-habilitation de masters, double inscription...)
- Impulser des rencontres pour développer des partenariats entre IUFM et Universités, entre Universités...
- Défendre le maillage du territoire (antennes départementales, disciplines à petits effectifs,...)
- Populariser ces questions auprès des élus, des parents



# 4 SEPTEMBRE – 4 OCTOBRE 2008 UN MOIS POUR MOBILISER !

- Dès le 4 septembre : « nuit des IUFM »  
Informer, rassembler, diffuser l'argumentaire en direction de tous les formateurs (IUFM, PEMF, formateurs associés, conseillers pédagogiques...)
- Le 4 octobre : Etats généraux de la formation – Paris la Sorbonne – Grand évènement, propositions alternatives à construire

